

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX - TRAVAIL - PATRIE



RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE 2018

CHAPITRE 25

**MINISTERE
DES ENSEIGNEMENTS
SECONDAIRES**

VERSION FRANÇAISE

SOMMAIRE

	NOTE EXPLICATIVE	4
1.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	5
1.1.	RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE	6
1.2.	PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE	10
1.3.	CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES	10
1.4.	AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2018	12
2.	ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	13
2.1.	PROGRAMME 331: RENFORCEMENT DE L'ACCES A L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	14
2.1.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	15
2.1.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	15
2.1.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2018	15
2.1.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2018	17
2.2.	PROGRAMME 332: AMELIORATION DE LA QUALITE DE L'EDUCATION ET DE LA VIE EN MILIEU SCOLAIRE DANS LE SOUS-SECTEUR DES SENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	20
2.2.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	21
2.2.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	21
2.2.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2018	21
2.2.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2018	23
2.3.	PROGRAMME 333: INTENSIFICATION DE LA PROFESSIONNALISATION ET OPTIMISATION DE LA FORMATION DANS LE SOUS-SECTEUR DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	28
2.3.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	29
2.3.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	29
2.3.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2018	30
2.3.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2018	31

2.4.	PROGRAMME 334: GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS SECTEUR ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	36
2.4.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	37
2.4.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	37
2.4.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2018	37
2.4.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2018	39
3.	BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES	47
3.1.	RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE	48
3.2.	LEÇONS APPRISSES	48
3.3.	PERSPECTIVES	48

NOTE EXPLICATIVE

1. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

1.1. RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE

Programme	Action	Objectif	Indicateur	Base line	Cibl e 201 8
Renforcement de l'accès à l'Enseignement Secondaire		Accroître l'accès aux Enseignements Secondaires	Taux de transition du primaire au secondaire	2015 : 69.62 %	72%
	Développement Des infrastructures scolaires	Améliorer la capacité d'accueil en réduisant les disparités de toutes sortes dans les Enseignements Secondaires	Nombre d'apprenants/sa lle de classe dans les zones urbaines	2016 : 65	64
	Développement Des équipements scolaires	Accroître l'accès aux ateliers, laboratoires et salles spécialisées	Nombre d'apprenants/p oste de travail (salle informatique)	2016 : 40	35
	Gestion des établissements scolaires et des Ecoles Normales	Assurer le fonctionnement efficace des établissements scolaires et des Ecoles Normales	% des activités réalisées	2016 : 80%	85%

Amélioration de la qualité de l'éducation et de la vie en milieu scolaire		Améliorer la qualité de s enseignements e t d e s apprentissages	T a u x d'achèvement du premier cycle	2015 : 71,13 %	75%
	Amélioration de l'action pédagogique	Accroître le taux de réussite des apprenants	Taux moyen de promotion des apprenants	2016 : 49,92 %	52%
	Renforcement de la lutte contre les déperditions scolaires	Améliorer l' e f f i c a c i t é interne	T a u x d e déperdition scolaire	2016 : 11,2%	11%
	Amélioration des conditions de travail et de vie en milieu scolaire	Améliorer les conditions d'épanouissem ent des personnels d'encadrement et des apprenants	% du Budget consacré à l'amélioration de la qualité de la vie scolaire	2016 : 68 %	70%
Intensification de la Professionnalis ation et Optimisation de la Formation		Adapter les formations à l'environnement socioéconomiqu e	N o m b r e d e filières professionnalis antes développées dans l'Enseignement S e c o n d a i r e Technique et Professionnel	2015 : 50	62
	Diversification de l'offre de formation professionnalisante	Accroître l'offre d'enseignement Technique et professionnel	Pourcentage des effectifs des apprenants dans les filières professionnalis antes	2016 : 21,62 %	23

	Développement de l'entrepreneuriat en milieu scolaire	Développer chez les apprenants les compétences d'entrepreneur	Nombre D'établissements scolaires offrant une formation en entrepreneuriat	2016 : 0	11
	Renforcement de la compétitivité de la formation et de l'innovation	Développer chez les apprenants les aptitudes complémentaires facilitant leur insertion socioprofessionnelle	% d'établissements offrant des formations à valeur ajoutée (TIC)	2016 : 13,95 %	15 %
Gouvernance et Appui institutionnel		Améliorer la gouvernance et la gestion optimale des ressources	Taux de réalisation des activités programmées	2015 : 97%	97%
	Audit interne et contrôle	Évaluer la qualité du fonctionnement et du rendement des services centraux, déconcentrés et sous-tutelle	% de structures auditées et contrôlées	2016 : 90%	95%
	Renforcement du système d'information	Améliorer le pilotage du sous-système par une information fiable et disponible	Nombre d'outils informatiques (TIC) d'aide à la Décision développés et opérationnels	2016 : 8	10

	Renforcement de la planification et de la coopération	Améliorer la qualité des programmations des dépenses	Nombre de documents de planification et de programmation élaborés/an	2016 : 4	4
	Gestion financière et budgétaire au MINESEC	Assurer une bonne exécution du budget et des programmes	Taux d'exécution du budget	2016 : 95%	97%
	Gestion des ressources humaines	Améliorer la qualité de la gestion administrative du personnel	% de dossiers traités (SIGIPES)	2016 : 80%	96%
	Veille et Conseil Juridique	Développer la culture Juridique, préserver les intérêts de l'Etat en justice et veiller au respect des normes et procédures juridiques	Pourcentage des avis Juridiques émis	2016 : 90%	100%
	Coordination	Améliorer la collecte et la gestion de l'information dans les services centraux et déconcentrés du MINESEC	% de rapports d'activités collectés et exploités	2016 : 84%	90%

1.2. PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE

Conformément au décret n°2012/267 du 11 juin 2012 portant organisation du Ministère des Enseignements Secondaires, ce département ministériel est responsable de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'évaluation de la politique du Gouvernement en matière d'enseignement secondaire et d'enseignement normal. A ce titre, il est chargé :

- de l'organisation et du fonctionnement de l'enseignement secondaire général et technique;

- de l'organisation et du fonctionnement de l'enseignement normal;

- de la conception des programmes d'études et de la recherche des méthodes de l'enseignement secondaire général et technique ainsi que du contrôle de leur mise en œuvre ;

- de la conception des programmes d'études et de la recherche des méthodes de l'enseignement normal et technique ainsi que du contrôle de leur mise en œuvre, en relation avec le ministère chargé de l'éducation de base ;

- de la formation morale, civique et intellectuelle des élèves de l'enseignement secondaire général et technique, en liaison avec le ministère chargé de la Jeunesse et de l'Education civique ;

- de l'élaboration et du suivi de la mise en œuvre de la carte scolaire de ce niveau d'enseignement ;

- de l'élaboration, de l'analyse et de la tenue des statistiques de ce niveau d'enseignement ;

- du suivi et du contrôle de la gestion administrative et pédagogique des structures d'enseignement publiques et privées pour ce niveau d'enseignement;

- de l'orientation et de la planification scolaire ;

- de la politique du livre pour ce niveau d'enseignement ;

- du suivi des constructions des bâtiments et infrastructures scolaires de ce niveau d'enseignement ;

- de la gestion et de la formation continue des personnels enseignants de ce niveau d'enseignement sous réserve des attributions dévolues aux autres chefs de départements ministériels.

Il assure la tutelle de :

1- l'Office du Baccalauréat du Cameroun (O.B.C) ;

2- General Certificate of Education Board (G.C.E.Board).

1.3. CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES

Le contexte démographique :

Comme les années précédentes, le Sous-secteur des Enseignements Secondaires est resté soumis à la forte demande d'éducation en provenance de l'Education de base. A cette demande nationale, liée à l'accroissement démographique et aux innovations pédagogiques qui ont réduit le taux de redoublement dans le primaire, il faut ajouter la demande d'éducation exprimée par les réfugiés dans certaines localités frontalières.

Le contexte social :

Ce contexte a été marqué par :

- 1) La situation précaire des établissements et des élèves déplacés dans la Région de l'Extrême-Nord à cause des exactions de la secte Boko-Haram ;
- 2) La crise sociale dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest qui a pour conséquences :
 - la destruction des infrastructures et des équipements scolaires ;
 - l'exode scolaire des élèves vers les régions limitrophes ;
 - l'interruption des activités d'enseignement ;
 - la baisse des recettes affectées des établissements scolaires de ces régions ;
- 3) le développement en milieu scolaire des violences et des fléaux tels que la consommation des drogues qui aggravent les déperditions scolaires et les problèmes de santé scolaire.

Le contexte pédagogique :

Sur le plan de la pédagogie, l'action du MINESEC a été guidée par :

- la révision des programmes d'études bâtis selon l'Approche Par les Compétences avec Entrée par les Situations de Vie ;
- la professionnalisation des Enseignements par la mise en place de Lycées Professionnels et l'équipement lourd des ateliers de pratique professionnelle ;
- l'introduction de la formation en alternance école/entreprise dans l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnel, comme le stipule l'article 20 de la Loi d'Orientation de l'Education de 1998.

Le contexte technologique

Le contexte technologique est marqué par :

- la dégradation des infrastructures scolaires par le vieillissement ;
- l'absence des équipements pédagogiques sur le marché local

Par ailleurs, en 2017, le MINESEC s'est engagé dans une phase expérimentale de construction de salles de classe en matériaux locaux.

Le contexte institutionnel et budgétaire

Sur le plan institutionnel et réglementaire, les programmes ont été exécutés dans un contexte de stabilité (organigramme, réglementation en matière de Marchés Publics, etc). Toutefois, la loi n°2017/010 du 12 juillet 2017 portant Statut général des établissements publics a fondé la mise en conformité des textes de l'OBC et du GCE Board.

Concernant le contexte budgétaire, il a été marqué par le décret n°2017/10948/PM du 25 octobre 2017 autorisant le virement de crédits à l'intérieur du Budget de l'Etat, au titre de l'exercice 2017. Par ce virement, 1 544 000 000 de FCFA ont été prélevés du BIP du MINESEC, ce qui a entraîné la suspension des contrats concernés car les engagements budgétaires y relatifs n'ont pas pu être effectués.

1.4. AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2018

Par décret n°2017/11738/CAB/PM du 23 novembre 2017, le Premier Ministre Chef du Gouvernement a organisé le Conseil National d'Agrément des Manuels Scolaires et des Matériels Didactiques. Ce décret marque le lancement de la mise en œuvre de la réforme de la politique du Livre, dont l'objectif est de réduire le nombre de livres au programme.

L'année a également été marquée par la mise en œuvre du Programme Economique conclu avec les Partenaires Economiques et Financiers.

2. ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

2018

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.1. PROGRAMME 331

RENFORCEMENT DE L'ACCES A L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

Responsable du programme

MAMBINGO EPALLE Pierre Lucien

2.1.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

OBJECTIF	Accroître l'accès aux Enseignements Secondaires	
Indicateur	Intitulé:	Taux de transition du primaire au secondaire
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	69.62000274658203
	Année de référence:	2015
	Valeur Cible	72.0
	Année cible:	2018
ACTIONS DU PROGRAMME		
DOTATIONS INITIALES	AE 62 657 036 000	CP 63 882 100 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	MAMBINGO EPALLE Pierre Lucien,	

2.1.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

l'accroissement de la demande d'enseignement secondaire provenant de l'enseignement primaire en conséquence des réformes pédagogiques adoptées dans ce sous-secteur; la crise sociopolitique dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest qui a pour conséquences :

1. la destruction des infrastructures et des équipements scolaires ;
2. l'exode scolaire des élèves vers les régions limitrophes ;
3. la baisse des recettes affectées des établissements scolaires de ces régions ;
la dégradation des infrastructures scolaires par le vieillissement;
la difficulté de reconstituer les Autorisations d'Engagements de 3 projets pluriannuels dont les crédits avaient été virés en 2017 par le décret n°2017/10948/PM du 25 octobre 2017 (ENIEG d'Edéa, GTC Mewoulou et ENIET Jikejem) ;
l'adoption de l'Approche Par Compétence (APC) selon laquelle le choix des équipements est commandé par les programmes d'études;
la politique d'utilisation des matériaux locaux dans la construction de bâtiments ;
l'enclavement de certaines localités qui rend difficile l'exécution des projets d'infrastructures scolaires.

2.1.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2018

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	En 2018, le taux de transition du primaire au secondaire a été de 75%	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	104,16%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 39 346 144 516	CP 40 571 208 516
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 23 310 891 484	Ecart CP 23 310 891 484
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 31 162 938 043	CP 30 926 223 671
TAUX DE CONSOMMATION	79,2 %	76,23 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	1. - Malgré la modicité du BIP alloué à l'accroissement de la capacité d'accueil (infrastructures et équipements scolaires), les Enseignements Secondaires ont pu accueillir 75% des sortants de l'Education Primaire grâce à l'appui des partenaires, notamment les Associations des Parents d'Elèves et d'Enseignants; 2. - la disponibilité des dossiers techniques des projets à gestion déconcentrée a permis un aboutissement plus rapide des procédures de contractualisation ; 3. - A l'exception des régions du Nord-ouest et du Sud-ouest, les projets de construction ont été exécutés dans leur majorité, mais les réceptions ont été prononcées tardivement, ce qui n'a pas permis que l'ordonnancement des dépenses soit faite avant la clôture de l'exercice budgétaire ; 4. - Le taux d'exécution des projets de tables-bancs, d'ordinateurs et de kits pédagogiques est élevé parce que ces projets relèvent des Bons de Commande et ne nécessitent pas de procédures de passation des marchés ; 5. - Les projets d'infrastructures et d'équipements correspondent à des besoins clairement identifiés dans les établissements scolaires; 6. - Les équipements pédagogiques de base sont disponibles sur le marché local, ce qui réduit le nombre de projets inexécutés ; 7. - Cependant, le taux d'accroissement de la population scolaire est plus que proportionnel à celui des ressources allouées à l'acquisition des équipements ; 8. - Les établissements scolaires des régions du Nord-ouest et du Sud-ouest ont connu des difficultés de fonctionnement dues à l'insécurité ; 9. - Les partenaires, notamment les Associations des Parents d'Elèves et d'Enseignants (APEE) ont également contribué à l'accroissement de la capacité d'accueil des établissements scolaires à travers la construction de salles de classe	
PERSPECTIVES 2019	- Améliorer la capacité d'accueil des quatre régions du Nord, de l'Extrême-Nord, de l'Adamaoua et de l'Est ; - Renforcer la capacité d'accueil de l'Enseignement Secondaire Technique ; - Poursuivre le renforcement de la capacité d'accueil des établissements scolaires ; - Améliorer la capacité d'accueil des établissements d'Enseignements Secondaires des localités voisines aux régions du Sud-ouest et du Nord-ouest afin de leur permettre d'accueillir les élèves déplacés ; - Mettre en œuvre un plan de rattrapage pour les élèves des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ; - Améliorer l'exécution du Plan de Passation des Marchés Publics.	

2.1.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2018

Action 01 DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES SCOLAIRES								
OBJECTIF	Améliorer la capacité d'accueil en réduisant les disparités de toutes sortes dans les Enseignements Secondaires							
Indicateur	Intitulé:		Ratio nombre d'apprenants/salle de classe dans les zones urbaines				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2016					
	Valeur de référence:		65.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		64.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		64					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	3 126 436 000	4 351 500 000	3 082 181 000	4 307 245 000	363 097 262	309 251 329	19,09 %	12,54 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Forte pression sur les infrastructures scolaires du fait de l'accroissement de la demande d'éducation provenant de l'enseignement primaire et du vieillissement des infrastructures scolaires; - Intérêt croissant pour l'utilisation des matériaux locaux dans les projets de construction de bâtiments.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- 90 blocs de 2 salles de classe construites sur 125 (72%); - 2 blocs pédagogiques R+1 construits dans 2 Lycées Techniques transformés en Lycées Techniques Bilingues (LT Douala Bonabéri et LTIC Yaoundé) ; - 28 établissements scolaires réhabilités sur 33 (28%) ; - 12 ateliers construits sur 17 (69%) ; - 2 établissements scolaires raccordés au réseau d'électricité, 1 groupe électrogène acquis et un système d'énergie solaire installé dans 1 établissement scolaire (100%)							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- la disponibilité des dossiers techniques des projets à gestion déconcentrée permet un aboutissement plus rapide des procédures de contractualisation; - la majorité des projets de construction à gestion déconcentrée ont été exécutés, mais les réceptions ont été prononcées tardivement, ce qui n'a pas permis que l'ordonnancement des dépenses soit faite avant la clôture de l'exercice budgétaire ; - les Marchés de construction de l'ENIEG d'Edéa et du CETIC de Mewoulou n'ont pas pu être engagés, faute d'AE dans l'application budgétaire PROBMIS. Toutes les tentatives de reconstituer lesdites AE par les équipes du MINEPAT et du MINFI ont été vaines ; - le retard accusé dans la finalisation des études techniques des projets à gestion centrale a impacté négativement leur contractualisation, leur exécution et la consommation des crédits; - la faiblesse du suivi et du contrôle de l'exécution des projets dans les structures déconcentrés retarde encore l'exécution dans les délais.							
Perspectives 2019	- Engager les marchés de l'ENIEG d'Edéa et du CETIC Mewoulou ; - Poursuivre la construction des salles de classe en matériaux locaux et améliorer les dossiers techniques y relatifs; - Engager la reconstruction progressive des infrastructures détruites dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest ; - Vérifier la maturité complète des projets avant leur exécution.							

Action 02 DEVELOPPEMENT DES EQUIPEMENTS SCOLAIRES

OBJECTIF	Accroitre l'accès aux ateliers, laboratoires et salles spécialisées								
Indicateur	Intitulé:		Ratio nombre d'apprenants/poste de travail (salle informatique)				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 80%		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2016						
	Valeur de référence:		40.0						
	Année cible:		2018						
	Valeur Cible		35.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		36						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	1 050 000 000	1 050 000 000	1 047 000 000	1 047 000 000	109 799 740	73 505 438	10,48 %	7,02 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- l'accroissement de la demande en équipements scolaires liée à l'augmentation de la population scolaire et la révision des programmes d'études suivant l'Approche Par Compétences (APC) ; - l'ouverture de nouvelles filières porteuses dans les lycées techniques ; - le vieillissement des équipements dans les Centres de Ressources Multimédia et les Salles Informatiques ; - la crise sociopolitique dans les Régions du Nord-ouest et du Sud-ouest qui a favorisé la destruction d'équipements scolaires ; - La politique gouvernementale de développement du numérique ; - La professionnalisation des enseignements et le développement des sciences.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	- Equipement en tables-bancs de 101 salles de classe sur 104 (97%) ; - Equipement en kits de petit matériel didactique de 210 ateliers sur 218 (97%); - Equipement en kits Microsciences de 56 laboratoires de sciences sur 59 (95%) - Acquisition de 184 ordinateurs complets pour 92 établissements scolaires.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	- La majorité des projets de construction ont été exécutés, mais les réceptions ont été prononcées tardivement, ce qui n'a pas permis que l'ordonnancement des dépenses soit faite avant la clôture de l'exercice budgétaire ; - Le taux d'exécution des projets de tables-bancs, d'ordinateurs et de kits pédagogiques est élevé parce que ces projets relèvent des Bons de Commande et ne nécessitent pas de longues procédures de passation des marchés ; les équipements concernés sont disponibles sur le marché local, ce qui réduit le nombre de projets inexécutés ; le descriptif des fournitures est également disponible et vulgarisé.								
Perspectives 2019	- Poursuivre l'équipement des salles de classe, des ateliers de pratique professionnelle et des salles spécialisées (salles informatiques, laboratoires de sciences) ; - Reprogrammer les projets affectés par le virement des crédits du 25 octobre 2017.								

Action 05**GESTION DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET DES ECOLES NORMALES**

OBJECTIF	Assurer le fonctionnement efficace des établissements scolaires et des Ecoles Normales								
Indicateur	Intitulé:		Taux de réalisation des activités Programmées				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 101,17%		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2016						
	Valeur de référence:		80.0						
	Année cible:		2018						
	Valeur Cible		85.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		86						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	58 480 600 000	58 480 600 000	35 216 963 516	35 216 963 516	29 549 477 328	29 331 993 211	86,05 %	85,6 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Mise en œuvre expérimentale du paiement des recettes affectées (contributions exigibles) et des frais d'examens officiels par Mobile Money ; - Insécurité dans certaines localités des régions du Nord-ouest et du Sud-ouest (exode des élèves vers les régions limitrophes et interruption des activités d'enseignement).								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Gestion des 2691 établissements scolaires publics assurée (activités du calendrier scolaire mises en œuvre) ; - Réunions de coordination tenues ; - Rapports périodiques produits ; - Bulletins de notes édités et distribués ; - Evaluations séquentielles et certificatives réalisées ; - Activités post et périscolaires menées ; - Subvention de fonctionnement accordée à 721 organisations de l'Enseignement Privé et aux établissements scolaires ou de formation relevant des Enseignements Secondaires								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- L'utilisation des crédits de fonctionnement des établissements scolaires ne nécessite pas de recours aux procédures de passation des marchés ; - Le découpage du calendrier scolaire et la mise à disposition semestrielle des ressources favorisent leur consommation rapide								
Perspectives 2019	- Amélioration du système de paiement des recettes affectées et des frais d'examens officiels par Mobile Money ; - Amélioration de la gestion des établissements scolaires d'Enseignement Secondaire et Normal à travers le renforcement de la coordination et le renforcement des capacités des Chefs d'établissements et leurs agents financiers.								

2018

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.2. PROGRAMME 332

AMELIORATION DE LA QUALITE DE L'EDUCATION ET DE LA VIE EN
MILIEU SCOLAIRE DANS LE SOUS-SECTEUR DES
SENSEIGNEMENTS SECONDAIRES

Responsable du programme

Dr. BELLO

2.2.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

OBJECTIF	Améliorer la qualité des enseignements et des apprentissages	
Indicateur	Intitulé:	Taux d'achèvement du premier cycle
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	71.12999725341797
	Année de référence:	2015
	Valeur Cible	75.0
	Année cible:	2018
ACTIONS DU PROGRAMME		
DOTATIONS INITIALES	AE 208 131 800 000	CP 208 131 800 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	Dr. BELLO,	

2.2.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le programme 332 a été mis en œuvre dans un contexte marqué par l'insécurité dans les Régions du Sud-Ouest, du Nord-Ouest et de l'extrême-Nord. Cet environnement difficile a entraîné de nombreuses perturbations aussi bien au niveau des enseignements qu'au niveau des évaluations.

Par ailleurs, la révision des programmes d'études bâtis selon l'Approche Par les Compétences avec Entrée par les Situations de Vie s'est poursuivie avec, cependant, des exigences encore plus nombreuses en termes de vulgarisation, de formation, de suivi-évaluation....

Enfin, la persistance en milieu scolaire des déperditions, des violences et des fléaux tels que la consommation des drogues ont motivé une réponse du système éducatif en matière de santé, d'orientation scolaire et d'encadrement des apprenants en difficultés.

2.2.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2018

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	Le taux d'achèvement du premier cycle est de 84,46 % par rapport aux 75% ciblés.	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	112,61%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 189 350 775 495	CP 189 350 775 495
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 18 781 024 505	Ecart CP 18 781 024 505
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 191 225 786 775	CP 189 068 466 088
TAUX DE CONSOMMATION	100 %	99,85 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE	Afin de contribuer à un meilleur achèvement des études au premier cycle par les apprenants en	

L'UTILISATION DES RESSOURCES	2018, de nombreuses activités ont été menées. Elles ont concerné : la poursuite de la réforme des programmes d'étude en cours (réforme progressive) en vue de meilleurs apprentissages ; le renforcement des capacités, l'encadrement, le suivi-évaluation des personnels enseignants et administratifs ; l'organisation des examens certificatifs et concours ; l'amélioration du cadre de vie et de travail dans les établissements d'enseignement secondaire. Les résultats, non exhaustifs, obtenus sont les suivants : · En lien avec la réforme des programmes : - 46 programmes d'étude des classes de 2^{nde} Enseignement Secondaire Général ont été produits et implémentés ; - 04 référentiels de formation de l'enseignement technique ont été élaborés ; - 19 guides pédagogiques produits · En lien avec le renforcement des capacités : - 1200 Inspecteurs et 10686 enseignants formés. · En lien avec l'organisation réussie des examens : - Définition des épreuves de l'Enseignement Normal technique ; - Définition des épreuves du BEPC et du CAP ; - Production de 5045 sujets d'examens pour la DECC, l'OBC et le GCE Board ; · En lien avec l'encadrement et le suivi-évaluation : - Production de 15 ressources éducatives ; - Elaboration d'un guide d'accompagnement psychologique des élèves en difficulté scolaire ; - Identification et assistance de 3 160 élèves déplacés et recasés de la région de l'Extrême-Nord (Fourniture de kits pédagogiques et de kits alimentaires ainsi que la prise en charge des frais exigibles et des frais d'examens officiels) ; - 225 élèves conseillers d'orientation encadrés, suivis et évalués ; · En lien avec l'amélioration du cadre de travail : - Equipement de 3 établissements scolaires en ordinateurs complets - Construction de 20 Latrines sur 21 (94%) ; - Construction de 5 forages sur 12 (42%) ; - 884 Palmes académiques attribuées aux enseignants méritants ; - 293 Prix d'Excellence octroyés aux meilleurs lauréats aux examens officiels ; - 108 Prix d'Excellence octroyés aux meilleurs enseignants des 10 régions.
PERSPECTIVES 2019	- Renforcement de la formation, de l'encadrement et du suivi-évaluation des enseignants surtout dans les régions dont le taux d'achèvement reste inférieur à la moyenne nationale ; - Poursuite de la révision des programmes d'études et des guides pédagogiques des classes de Première et Upper Sixth des inspections d'Informatique, de Bilinguisme, des Sciences, des Sciences Humaines, des lettres, arts et langues ; - Révision des programmes d'études et des guides pédagogiques de l'enseignement normal, des Techniques Industrielles et des Sciences et Technologies du Tertiaire ; - Edition des programmes d'études ; - Formation des Inspecteurs Pédagogiques Nationaux et des Inspecteurs Pédagogiques Régionaux ; - Promotion de la Recherche pédagogique ; - Sécurisation et organisation des examens et concours ; - Amélioration du système d'évaluation ; - Formation continue des enseignants ; - Poursuite de la mise en œuvre du partenariat entre le MINESEC et l'Institut Africain des Sciences Mathématiques en vue d'une amélioration significative des apprentissages en Mathématiques.

2.2.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2018

Action 01 AMELIORATION DE L'ACTION PEDAGOGIQUE								
OBJECTIF	Accroître le taux de réussite des apprenants							
Indicateur	Intitulé:		Taux moyen de promotion des apprenants				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 115,38%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2016					
	Valeur de référence:		49.91999816894531					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		52.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		60					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	8 515 500 000	8 515 500 000	8 786 654 997	8 786 654 997	10 632 954 997	8 648 748 619	121 %	98,84 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Poursuite de la réforme des programmes bâtis selon un paradigme nouveau à savoir l'Approche Par Compétences (APC) ; - Interruptions de classes dans les établissements scolaires des régions du Nord-ouest et du Sud-ouest causées par la crise sociale qui a perturbé ces régions ; - Baisse des inscriptions aux examens du GCE Board en conséquence de la crise sociale qui sévit dans les deux régions du Nord-ouest et du Sud-ouest ; - Situation des élèves encore déplacés dans la région de l'Extrême-Nord en raison des exactions de la secte Boko Haram ; - La détérioration de la situation économique des ménages entraîne une baisse du taux de possession de manuels scolaires par les apprenants ; - Les effectifs pléthoriques dans les établissements scolaires des zones urbaines ; - L'insuffisance d'enseignants qualifiés dans les établissements scolaires des zones rurales.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	· En lien avec la réforme des programmes : - 46 programmes des disciplines des classes de 2^{nde} ESG élaborés et vulgarisés ; - 04 référentiels de formation de l'enseignement technique élaborés ; - 19 guides pédagogiques produits ; - 23 programmes édités. · En lien avec le renforcement des capacités : - 1200 Inspecteurs et 10686 enseignants formés ; - 300 enseignants de mathématiques formés, suivis et évalués dans le cadre de la mise en œuvre du projet AIMS ; - 150 chefs d'établissements sensibilisés dans le cadre de la mise en œuvre du projet AIMS ; - 10000 enseignants encadrés par les IPR ; - 3142 élèves professeurs suivis et évalués par les IPR ; - 10686 enseignants formés. · En lien avec l'organisation réussi des examens : - Arrêté redéfinissant les épreuves du BEPC et des CAP signé et vulgarisés ; - Productions et vulgarisation dans les 10 Régions des épreuves zéro de toutes les disciplines ; Production de 5045 sujets d'examens pour la DECC, l'OBC et le GCE Board.							

JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	- Au niveau national, la formation et l'encadrement de proximité des enseignants justifient le dépassement des objectifs car les enseignants mieux formés ont fait preuve d'une bonne maîtrise des activités d'enseignement. Par ailleurs, l'Approche Par les Compétences est mieux maîtrisée par tous les acteurs de la chaîne pédagogique; - Toutefois, la crise sociale dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest a sérieusement perturbé les activités d'enseignement, d'apprentissage et d'évaluation dans ces régions. Face à cette situation, des cours de rattrapage ont été organisés au profit des apprenants. Malgré ces efforts, les taux de réussite aux examens certificatifs dans ces Régions ont été moins satisfaisants ; - L'inscription en ligne aux examens officiels et l'informatisation des délibérations a réduit les délais de publication des résultats, les recours et les contentieux.
Perspectives 2019	- Renforcement des bibliothèques scolaires ; - Poursuite de la révision des programmes d'études et des guides pédagogiques d'informatique, de bilinguisme, des Sciences, des sciences humaines, des lettres, arts et langues, de l'enseignement normal, des techniques industrielles et des sciences et technologies du tertiaire ; - Edition des programmes d'études ; - Formation des Inspecteurs Pédagogiques Nationaux et des Inspecteurs Pédagogique Régionaux ; - Promotion de la Recherche pédagogique ; - Renforcement de l'encadrement et du suivi-évaluation des Personnels ; - Sécurisation et organisation des examens et concours ; - Amélioration du système d'évaluation ; - Intensification de la formation continue des enseignants, surtout dans les régions où les résultats sont inférieurs à la moyenne nationale ; Poursuite de la mise en œuvre du partenariat MINESEC-AIMS.

Action 02 RENFORCEMENT DE LA LUTTE CONTRE LES DEPERDITIONS SCOLAIRES

OBJECTIF	Améliorer l'efficacité interne								
Indicateur	Intitulé:		Taux de déperdition scolaire				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 25%		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2016						
	Valeur de référence:		11.199999809265137						
	Année cible:		2018						
	Valeur Cible		11.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		11,15						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	226 600 000	226 600 000	117 089 872	117 089 872	117 089 872	117 089 872	100 %	100 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Recrudescence de la violence dans les établissements scolaires, ainsi que la consommation de drogues et autres stupéfiants ; - Migration des élèves des régions du Nord-ouest et du Sud-ouest vers des bassins pédagogiques riverains ; - Abandons des classes par les élèves dans les localités en proie aux troubles.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- 105 personnels d'orientation scolaire outillés à la prise en charge des élèves vivants avec un handicap ; - 35 conseillers d'orientation outillés sur les techniques de relation d'aide, d'animation de groupe et de stratégie d'incitation à la recherche ; - 70 animateurs pédagogiques formés à la maîtrise des curricula et à l'utilisation des guides pédagogiques d'EVF/EMP/VIH-Sida ; - 160 élèves formés comme superviseurs pairs éducateurs pour la lutte contre les IST/VIH et la consommation des drogues en milieu scolaire ; - 1760 élèves impliqués dans les activités de lutte contre le VIH et la consommation des drogues ; - 50000 élèves sensibilisés sur le VIH et l'inscription à l'U-report ; - 4739 élèves méritants des filières scientifiques et technologiques et 721 élèves handicapés ou de parents handicapés rétribués en bourses scolaires en numéraire ; - 32 CRV liés au VIH et à la consommation de drogues élaborées ; - Identification et assistance de 3 160 élèves déplacés et recasés de la région de l'Extrême-Nord (Fourniture de kits pédagogiques et de kits alimentaires ainsi que la prise en charge des frais exigibles et des frais d'examens officiels) ; - 775 Inspecteurs Pédagogiques Régionaux et Conseillers d'Orientation encadrés, suivis et évalués ; - 470 Inspecteurs Pédagogiques Nationaux et Conseillers d'Orientation formés ; - 225 élèves Conseillers d'Orientation suivis et évalués.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- L'orientation scolaire tardive des apprenants semble justifier l'augmentation du taux d'abandon en 1^{ère} et 2^e Année de l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnel ; - Dans l'Enseignement Secondaire Général, le taux d'abandon est lié aux échecs aux examens officiels (3^e et 1^{ère}) ; - Le sentiment d'insécurité créé par la crise des régions du Nord-ouest et du Sud-ouest a aggravé la déperdition scolaire et limité les efforts déployés pour réduire ce phénomène (baisse des effectifs des candidats aux examens organisés par le GCEBoard) ; - Absence d'outils d'investigation psychologique et de la documentation en orientation-conseil.								

Perspectives 2019	- Renforcement des capacités des personnels en charge de l'Orientation scolaire ; - Renforcement du service d'Orientation conseil, surtout en direction des élèves des classes d'examen dans l'Enseignement Secondaire Général ; - Poursuite de l'Assistance scolaire ; - Amélioration de la santé et de l'accompagnement psychologique des élèves en difficulté scolaire ; - intensification de la lutte contre la consommation des drogues et autres stupéfiants en milieu scolaire ;
-------------------	---

Action 03 AMELIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL ET DE VIE EN MILIEU SCOLAIRE								
OBJECTIF	Améliorer les conditions d'épanouissement des personnels d'encadrement et des apprenants							
Indicateur	Intitulé:	% du Budget consacré à l'amélioration de la qualité de la vie scolaire					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 115,24%	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2016						
	Valeur de référence:	68.0						
	Année cible:	2018						
	Valeur Cible	70.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	80,67%						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	199 389 700 000	199 389 700 000	180 447 030 626	180 447 030 626	180 475 742 194	180 266 627 597	100 %	99,9 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Travaux d'évaluation de la masse salariale réelle des administrations ; - Politique de rationalisation des effectifs des enseignants entrainant des mutations à forte incidence financière en termes de frais de relève ; - Instabilité des enseignants affectés dans les localités enclavées, en proie aux troubles ou ne disposant pas de services de santé, de facilités d'hébergement et de télécommunication; - Démotivation des enseignants chevronnés en fin de carrière; - Accroissement des arriérés de frais de relève du fait des contraintes budgétaires.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Organisation de la 20^e édition des Jeux FENASSCO ligue A à Ngaoundéré : (construction, agrandissement et réhabilitation des bâtiments destinés au sport; 2200 athlètes et jeunes officiels encadrés, compétitions organisées); - 293 Prix d'Excellence octroyés aux meilleurs lauréats aux examens officiels et aux meilleures jeunes filles des filières scientifiques et techniques ; - 108 Prix d'Excellence octroyés aux meilleurs enseignants des 10 régions ; - 884 palmes académiques attribuées aux enseignants méritants ; - Suivi-évaluation de la mise en œuvre du Travail Manuel, des Activités Post et Périscolaires, de la validation et de la mise en œuvre des RI, des projets d'établissement et du fonctionnement et de gestion des APEE dans 2012 établissements scolaires ; - Construction de 20 Latrines sur 21 (94%) ; - Construction de 5 forages sur 12 (42%) ; Frais de relève payés aux enseignants en Cours d'Intégration, aux enseignants retraités et aux personnels mutés et nommés.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- La construction de blocs latrines étant à gestion déconcentrée, la procédure de leur contractualisation et la durée d'exécution des travaux sont courtes. Par contre, la construction de forages rencontre toujours des difficultés, du fait du manque d'engouement des prestataires et l'absence d'études approfondies sur les nappes d'eau ; - L'acquisition des palmes académiques a été effective ; - L'attribution des prix d'Excellence a été effective ; - Les crédits pour le paiement des frais de relève dus aux Enseignants en Cours d'Intégration ont été délégués aux Délégués Régionaux.							
Perspectives 2019	- Augmentation des frais de relève et apurement diligent des arriérés ; - Renforcement des activités sportives en milieu scolaires ; - Assainissement de l'environnement scolaire avec la construction des latrines et des forages ; - Renforcement du culte de l'Excellence; - Amélioration du cadre de travail des enseignants.							

2018

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.3. PROGRAMME 333

INTENSIFICATION DE LA PROFESSIONNALISATION ET
OPTIMISATION DE LA FORMATION DANS LE SOUS-SECTEUR DES
ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES

Responsable du programme

Dr. SATSA née AWOUNDJA Chatherine Marie Ida

2.3.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

OBJECTIF	Adapter les formations à l'environnement socioéconomique	
Indicateur	Intitulé:	Nombre de filières professionnalisantes développées dans l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnel
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	50.0
	Année de référence:	2015
	Valeur Cible	62.0
	Année cible:	2018
ACTIONS DU PROGRAMME		
DOTATIONS INITIALES	AE 64 626 230 043	CP 64 576 230 043
RESPONSABLE DU PROGRAMME	Dr. SATSA née AWOUNDJA Chatherine Marie Ida,	

2.3.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

La mise en œuvre du programme 333 en 2018 s'est faite dans un contexte de généralisation de la formation par alternance des apprenants engagée en 2017, à tous les candidats à l'examen du Certificat d'Aptitude Professionnelle Industriel (CAPI), et à la suppression de la phase d'admissibilité à cet examen, permettant ainsi à tous ces candidats, de passer les épreuves professionnelles pratiques; Ceci a eu pour effets induits, un taux de réussite satisfaisant audit examen professionnel, passant de moins de 40% en 2017 à environ 65% en 2018.

Cette mise en œuvre s'est aussi opérée dans une ambiance morose dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, justifiée par l'insécurité persistante qui y règne, avec pour conséquence, des difficultés réelles d'exécution de certains projets programmés dans ces régions.

Par ailleurs, l'exécution du programme 333 du Ministère des Enseignements Secondaires au cours de l'exercice 2018 a été également marquée par la poursuite de la mise en œuvre des activités issues de la vision du MINESEC adossée sous l'acronyme PROESPER, entendez, Projet de l'Enseignement Secondaire pour Pays Emergents et Résilients. Il convient de rappeler que cette vision repose notamment sur la création des Lycées professionnels des métiers industriels et des Lycées agricoles, afin d'une part, de disposer des techniciens capables de soutenir notre croissance économique, et d'autre part, de contribuer au développement de l'agriculture de seconde génération en cours dans notre pays. La vision PROESPER consiste aussi à doter en équipements de dernière génération, les ateliers des filières porteuses, notamment celles en rapport avec les projets structurants et le Plan Directeur d'Industrialisation (PDI).

2.3.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2018

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	66 filières professionnalisantes développées dans l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnel.	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	106,45%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 47 938 772 335	CP 47 888 772 335
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 16 687 457 708	Ecart CP 16 687 457 708
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 47 416 321 131	CP 47 369 032 992
TAUX DE CONSOMMATION	99,8 %	99,81 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	• L'urgence de réformer les programmes d'études pour les adapter aux exigences des milieux socioprofessionnels explique que la cible ait été dépassée; • Outre quelques projets d'équipements complets des ateliers des filières porteuses, et ceux relatifs à la poursuite des travaux de construction des Lycées agricoles de FOUKAR-BEO à Yagoua et de DOUKOUDJE à Lagdo qui n'ont pas pu être exécutés, pour cause entre autres de lenteur des procédures de passation des marchés y relatifs, toutes les autres tâches inscrites dans le PTA 2018 du programme 333 ont été exécutées avec succès. • Les ressources allouées ont principalement servi entre autres; à la poursuite des travaux des Lycées professionnels de Nsam à Yaoundé, Maroua et Ombé dans le cadre du Projet de l'Enseignement Secondaire Technique (PEST) et de ceux du Lycée professionnel d'Ekounou, à la pré-qualification des Cabinets pour la réalisation des études techniques et architecturales du Lycée professionnel de Douala-Akwa, à l'équipement des centres de formation continue et des ateliers des filières porteuses en rapport avec les projets structurants, à l'élaboration et l'implantation des référentiels de formation de nouvelles filières, à l'intensification des stages de perfectionnement des enseignants du secondaire technique, et à la généralisation de la formation en alternance des élèves du 1^{er} cycle du secondaire technique industriel.	
PERSPECTIVES 2019	- Poursuite de la mise en place des Lycées professionnels et agricoles; - Poursuite de l'équipement des ateliers des filières porteuses en rapport avec les projets structurants); - Elaboration et implantation des référentiels de formation de nouvelles filières porteuses ; - Etat des lieux des incubateurs de micro-entreprises issus du PARETFOP en vue d'une reprise en main à partir de 2020; - Organisation des stages en entreprise des enseignants, et la formation en alternance des apprenants du secondaire technique; - Etudes de faisabilité de la mise en place des Lycées des métiers du numérique ; - Promotion de l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnel à travers des Journées Portes Ouvertes ; - Promotion du Bilinguisme, des Arts, des Langues et du patrimoine culturel National ; - Dynamisation des activités de protection de l'environnement et de propreté dans les établissements scolaires à travers la vision « Clean School »; - Equipement des centres de formation continue dans les établissements scolaires.	

2.3.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2018

Action 01 DIVERSIFICATION DE L'OFFRE DE FORMATION PROFESSIONNALISANTE									
OBJECTIF	Accroître l'offre d'enseignement technique et professionnelle								
Indicateur	Intitulé:		Pourcentage des effectifs des apprenants dans les filières professionnalisantes				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 95,7		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2016						
	Valeur de référence:		21.6200008392334						
	Année cible:		2018						
	Valeur Cible		23.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		22,01						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	64 502 230 043	64 452 230 043	47 846 287 341	47 796 287 341	47 323 836 137	47 276 547 998	99,8 %	99,8 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La mise en œuvre de l'Action de "diversification de l'offre de formation professionnalisante s'est faite dans un contexte marquée par l'insécurité grandissante dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, ainsi que celle de l'Extrême-Nord de notre pays. Cette situation n'a pas permis de réaliser efficacement certaines tâches qui étaient programmées, à l'instar des études techniques et architecturales pour les constructions des Lycées Agricoles dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	- 08 ateliers des filières porteuses équipés respectivement dans les LT de Sangmélina, Meiganga, Bertoua, Mokolo, Douala-Bassa, Garoua, Nkambe et Bandjoun ; - Lycée professionnel d'Ekounou construit à 20% ; - Dossier d'Appel d'Offres International Restreint (DAOIR) lancé pour la sélection d'un Cabinet pour la réalisation d'études architecturales du Lycée professionnel de Douala-Akwa, élaboré, et ASMI pour la pré-qualification des Cabinets d'études pour l'élaboration des curricula du même Lycée; - LT de Nsam, construit à 24% dans le cadre du projet de l'Enseignement Secondaire Technique (PEST) ; - LT de Maroua, construit à 23,56% dans le cadre du projet PEST ; - LT de Ombé, construit à 20,5% dans le cadre du projet PEST ; - Etudes techniques et architecturales du Lycée des métiers d'Ekounou réalisées; - 03 centres de formation continue, équipés (Dschang, Obala et Meiganga), - 11 formateurs camerounais formés en Chine en construction/montage de véhicules automobiles - 04 formateurs camerounais formés au Sénégal en Hôtellerie-Tourisme ; - 04 formateurs camerounais formés en France en sténotypie ;								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	- La cible n'a pas été atteinte parce que la capacité d'accueil de l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnel n'a pas été accrue conséquemment; - Les lenteurs des procédures dans les passations des marchés, et l'incapacité de certains prestataires à réaliser effectivement les prestations une fois le marché acquis, sont les principales causes de la sous-consommation des crédits alloués à cette Action ; - La majorité des ressources de cette action sont allouées au paiement des salaires des personnels de l'Enseignement Secondaire Technique.								

Perspectives 2019	- Poursuite des travaux de construction des Lycées Techniques de Nsam, Maroua et Ombe dans le cadre du projet PEST ; - Poursuite des travaux de construction des Lycées des métiers d'Ekounou et de Douala-Akwa - Etudes techniques et architecturales pour la construction des Lycées Agricoles de Wakwa dans l'Adamaoua, et de Batouri à l'Est ; - Poursuite de l'équipement des ateliers des filières PROESPER ; - Equipement des 5 Centres de formation continue de la tranche conditionnelle; - Renforcement des capacités des formateurs dans les filières professionnelles innovantes ; - Poursuite de la mise en place de nouvelles filières porteuses en rapport avec les projets structurants.
-------------------	--

Action 02 DEVELOPPEMENT DE L'ENTREPRENEURIAT EN MILIEU SCOLAIRE

OBJECTIF	Développer chez les apprenants les compétences d'entrepreneur								
Indicateur	Intitulé:		Nombre d'établissements offrant une formation en entrepreneuriat				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 4618%		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2016						
	Valeur de référence:		0.0						
	Année cible:		2018						
	Valeur Cible		11.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		508						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	84 000 000	84 000 000	68 939 994	68 939 994	68 939 994	68 939 994	100 %	100 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La mise en œuvre de cette Action s'est faite dans un contexte marqué par la généralisation de l'enseignement du module "initiation à l'entrepreneuriat dans toutes les classes de fin du 1 ^{er} cycle de l'enseignement secondaire technique industriel, afin de permettre aux apprenants, non seulement de disposer des compétences pratiques dans leurs métiers, mais aussi, de faciliter leur auto-employabilité. Par ailleurs, il convient de noter que la formation en alternance (école/entreprise) des apprenants engagée en 2017 et généralisée au 1 ^{er} cycle de l'enseignement secondaire technique industriel à partir de 2018, s'est heurtée à quelques difficultés liées notamment à la réticence de certaines entreprises à accueillir les élèves-stagiaires en leurs seins ; La principale raison évoquée par celles-ci étant que le Gouvernement n'applique pas suffisamment les dispositions du Décret d'application N°2012/3052/PM du 09 octobre 2012, de la loi N°2003/013 du 22 décembre 2003 relative au mécénat et au parrainage, qui accordent des facilités d'allègements fiscaux aux entreprises qui investiraient dans le secteur de l'éducation.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	- 05 programmes d'initiation à l'entrepreneuriat en milieu scolaires pour les classes de 3^{ème} année, 4^{ème} année, 2^{nde}, 1^{ère} et Tle des spécialités de STT), élaborés - Journées Portes Ouvertes de l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnel organisée sur l'ensemble du territoire national ; - 596 enseignants placés en stage de perfectionnement dans une centaine d'entreprises, et ont perçu des frais de déplacement pour le stage ; - 30 000 apprenants du secondaire technique industriel formés en alternance au cours de l'année scolaire 2017-2018.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	- La cible a été largement dépassée parce que la réforme de l'évaluation dans l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnel a introduit l'entrepreneuriat dans les programmes d'études; - Les contraintes budgétaires n'ont pas permis d'affecter des crédits aux tâches destinées à la reprise en main des incubateurs de micro-entreprises dont les constructions avaient été engagées par le Projet d'Appui à la Réforme de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (PARETFOP), sur financement BAD, mais constructions restées inachevées jusqu'à ce jour. - Hormis cette contrainte, toutes les autres tâches inscrites dans cette Action au niveau du PTA ont effectivement été menées avec les ressources allouées, ce qui justifie le taux de réalisation financière de 100%.								

Perspectives 2019	- Réalisation de l'état des lieux des 11 incubateurs issus du PARETFOP en vue d'une reprise en main par le MINESEC ; - Implantation des programmes d'initiation à l'entrepreneuriat ; - Organisation des stages de perfectionnement des enseignants en entreprises et de la formation en alternance des élèves ; - Promotion de l'enseignement technique à travers l'organisation des journées portes ouvertes dans les tous les établissements d'enseignement secondaire technique.
-------------------	--

Action 03 RENFORCEMENT DE LA COMPETITIVITE DE LA FORMATION ET DE L'INNOVATION									
OBJECTIF	Développer chez les apprenants les aptitudes complémentaires facilitant leur insertion socioprofessionnelle								
Indicateur	Intitulé:		% d'établissements offrant des formations à valeur ajoutée (TIC)				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2016				96,66%		
	Valeur de référence:		13.949999809265137						
	Année cible:		2018						
	Valeur Cible		15.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		14,5%						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	40 000 000	40 000 000	23 545 000	23 545 000	23 545 000	23 545 000	100 %	100 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Cette Action a été mise en œuvre dans un contexte marqué par la promotion du bilinguisme et du vivre ensemble, ainsi que sur la nécessité de développer l'économie numérique dans notre pays.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	• Attribution des prix aux meilleurs vergers scolaires, dont 01 par région • Production et diffusion des ressources éducatives numériques et audiovisuelles • Organisation de la semaine du bilinguisme sur toute l'étendue du territoire national								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- Toutes les activités inscrites dans cette Action ont été réalisées avec les crédits alloués, d'où le taux de réalisation financière de 100%.								
Perspectives 2019	• Etude de faisabilité de la mise en œuvre des Lycées des métiers du numérique ; • Mise en œuvre des projets de protection de l'environnement dans les établissements d'enseignement secondaire (Contribution aux programmes GLOBE) ; • Appui aux établissements scolaires dans le cadre de la vision "Clean School" • Intensification du Programme d'Education Bilingue Spéciale (PEBS) • Réhabilitation des Centres de Ressources Multimédia (CRM) ; • Intensification de la promotion des arts, langues et cultures nationales dans les établissements scolaires.								

2018

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.4. PROGRAMME 334

GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS
SECTEUR ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES

Responsable du programme

EBONE PAUL TIKU

2.4.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

OBJECTIF	Améliorer la gouvernance et la gestion optimale des ressources	
Indicateur	Intitulé:	Taux de réalisation des activités programmées au MINESEC
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	97.0
	Année de référence:	2015
	Valeur Cible	97.0
	Année cible:	2018
ACTIONS DU PROGRAMME		
DOTATIONS INITIALES	AE 29 049 500 000	CP 29 049 500 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	EBONE PAUL TIKU,	

2.4.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Les activités du programme support 334 ont été menées dans un contexte de stabilité marqué par le programme de développement économique et de réduction de la pauvreté du Cameroun intitulé « **Vision 2035** ». Les actions et les activités du programme sont restées inchangées et conformes aux orientations du DSCE.

Pour ce qui est de la mise en œuvre dudit programme, une plus grande attention a été accordée aux travaux de la chaîne PPBS, à l'amélioration du rendement des services et à la lutte contre la corruption en milieu scolaire notamment par la politique de « **Clean School** »

Sur le plan budgétaire, les ressources allouées à ce programme sont passées, par rapport au budget total du MINESEC, de 8,86% en 2017 à 7,95% en 2018. Cette variation s'explique par les efforts de réduction du train de vie des administrations dans le cadre du Programme Economique et Financier conclu avec les Partenaires Techniques et Financiers.

2.4.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2018

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	Le taux de réalisation des activités programmées au MINESEC en 2018 était de 98%	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	101,03%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 66 451 064 390	CP 66 451 064 390
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE -37 401 564 390	Ecart CP -37 401 564 390
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 9 186 102 887	CP 9 009 192 800
TAUX DE CONSOMMATION	14,95 %	14,53 %
JUSTIFICATION DU		

RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	Le dépassement de la cible s'explique par un meilleur suivi de la mise en oeuvre du Plan de Travail Annuel; Seules deux (02) activités sur quatre vingt neuf (89) n'ont pas été menées de manière satisfaisante : la construction des établissements clés en mains (programme 331) et la mise en place des Lycées Professionnels (programme 333). Le faible taux de consommation des crédits de ce programme est lié au regroupement des salaires des autres programmes dans ce programme par l'application budgétaire.
PERSPECTIVES 2019	• L'acquisition du matériel informatique et du mobilier pour améliorer le rendement des services centraux et déconcentrés; • La poursuite de l'extension du réseau Internet dans les autres bureaux du bâtiment du MINESEC et aux Inspections de Pédagogie ; • La Production des annuaires statistiques 2017/2018 et 2018/2019 ainsi que leurs rapports d'analyse; • La mise en place la carte scolaire géo-référencée ; • La poursuite de l'automatisation du traitement des actes de carrière ; • L'opérationnalisation du traitement des dossiers SIGIPES en région ; • La poursuite de l'assainissement du fichier solde et personnels ; • La rationalisation des personnels enseignants sur tout le territoire national ; • Le lancement des travaux de construction du siège de l'OBC ; • La poursuite des opérations de sécurisation des sites des établissements scolaires ; • La poursuite de l'élaboration du recueil des textes juridiques du MINESEC ; • L'intensification de la lutte contre la corruption en milieu scolaire.

2.4.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2018

Action 01 RENFORCEMENT DU SYSTÈME D'INFORMATION								
OBJECTIF	Améliorer le pilotage du sous-système par une information fiable et disponible							
Indicateur	Intitulé:		Nombre d'outils informatiques (TIC) d'aide à la décision développés et opérationnels				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 90%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2016					
	Valeur de référence:		8.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		10.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		9					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	63 500 000	63 500 000	42 399 991	42 399 991	42 399 991	42 399 991	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Besoins d'information plus importants en raison : · de la mise en œuvre du « Clean School » ; · du paiement électronique des contributions exigibles ; - de la crise socio-politique dans les Régions du Nord-ouest et du Sud-ouest.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Communication sur l'activité gouvernementale : - Couverture de tous les événements auxquels assiste le Ministre ; - Production de 24 émissions du micro programme radiophonique « Le Secondaire » du Secondaire diffusées au Poste National de la CRTL (1 émission toutes les 2 semaines) ; - Production de 1/4 du magazine « Le Secondaire » - Actes du MINESEC diffusés sur le site web (arrêtés, décisions, communiqués, mutation, etc) ; Courrier, Accueil, Documentation, Archives et Traduction : - 34 216 dossiers de « courrier arrivée » traités ; - 38 408 courriers départ acheminés ; - 12 145 documents certifiés ; - Installation du logiciel MCAGED pour le traitement informatique du courrier ; - 1000 documents officiels traduits (Message de la rentrée scolaire, actes signés du Ministre, communiqués, etc.). Renforcement des réseaux et systèmes numériques : 200 bureaux connectés au réseau internet (étages 9, 8, 7 et 6 du bâtiment du MINESEC)							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- Les ressources ont été entièrement utilisées pour l'exécution des tâches prévues. Toutefois, la mise en place progressive du SIGE tient compte de la programmation du PAEQUE.							
Perspectives 2019	- Acquisition de matériels informatiques pour améliorer le rendement des services; - Poursuite de l'extension du réseau Internet dans les autres bureaux du bâtiment du MINESEC et aux Inspections de Pédagogie ; - Mise en place des banques et bases de données relatives aux sous systèmes informatiques du Ministère.							

Action 02 RENFORCEMENT DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION AU MINESEC									
OBJECTIF	Améliorer la qualité des programmations des dépenses								
Indicateur	Intitulé:		Nombre de documents de planification et de programmation élaborés / an				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2016						
	Valeur de référence:		4.0						
	Année cible:		2018						
	Valeur Cible		4.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		4						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	84 900 000	84 900 000	68 872 065	68 872 065	63 972 065	63 972 065	92,89 %	92,89 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Le réaménagement du Gouvernement du 02 mars 2018 ; - Innovations dans la conduite des activités de la chaîne PPBS (Conférence Elargie de Programmation, etc)								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	- Annuaire statistique 2015-2016 et son rapport d'analyse élaborés ; - Une (01) Feuille de Route validée par le Premier Ministre Chef du Gouvernement et un (01) Rapport Annuel de la mise en œuvre du Plan d'Action produit ; - Sept (07) Memoranda d'Entente élaborés et signés avec : - ü POLARIS pour la création d'un centre en ligne de ressources éducatives pour les établissements d'enseignement secondaire ; - ü RSD pour la prévention primaire du diabète et des maladies associées dans les établissements d'enseignement secondaire ; - ü SITHSAVERS pour la promotion de l'éducation inclusive au Cameroun ; - ü MTN, Orange, CAMPOST et Express Union pour le paiement numérique des contributions exigibles et des frais d'examens ; - Deux (02) rapports semestriels et un (01) rapport annuel de synthèse de mise en œuvre des conventions de partenariat.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	- Très forte implication de la hiérarchie dans la diversification des partenariats éducatifs; - Bonne coordination des activités de l'administration centrale, suivi rigoureux et régulier de la mise en œuvre de la feuille de route et du plan d'action ministériels ; - Bon déroulement des activités de Planification et Programmation de la chaîne PPBS								
Perspectives 2019	- Mise en œuvre des conventions de partenariat ; - Production des annuaires statistiques 2017/2018 ; 2018/2019 et leurs rapports d'analyse; - Mise en place de la carte scolaire géo-référencée du MINESEC.								

Action 03 GESION FINANCIERE ET BUDGETAIRE AU MINESEC

OBJECTIF	Assurer une bonne exécution du budget et des programmes								
Indicateur	Intitulé:		Taux d'exécution du budget				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 83,06%		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2016						
	Valeur de référence:		95.0						
	Année cible:		2018						
	Valeur Cible		97.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		80,57						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	4 486 700 000	4 486 700 000	4 514 436 982	4 514 436 982	4 473 881 629	4 422 232 907	99,71 %	98,78 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Stabilité du programme support ; - Loi n°2018/012 du 11 juillet 2018 portant Régime Financier de l'Etat et des Autres Entités Publiques; - décret n°2018/191 du 02 mars 2018 portant réaménagement du Gouvernement; - Mise en œuvre du paiement électronique des contributions exigibles et des frais d'examens officiels								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	*Elaboration des documents de Budgétisation et Coordination de la chaîne PPBS : - Elaboration du PPA 2018; - Elaboration du RAP 2017. *Amélioration des conditions de travail dans les services centraux - Entretien du bâtiment ministériel effectué ; - Entretien et maintenance des ascenseurs effectués ; - Entretien des installations électriques, climatiseurs et plomberie effectué ; - Gardiennage du bâtiment ministériel effectué ; - Entretien des espaces verts de l'immeuble ministériel effectué ; - Entretien des photocopieurs et matériels informatiques effectué ; - Accroissement des postes de travail dans les services centraux par l'acquisition de mobiliers de bureau; - Entretien et maintenance du réseau de télécommunication effectué. *Paiement des arriérés des exercices clos ; 04 entreprises payées								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Toutes les activités prévues dans cette action ont été réalisées. Toutefois, la faible performance d'ensemble est justifiée par le faible taux d'exécution du Budget d'Investissement (les AE des projets pluriannuels n'ont pas été reconstitués, et les 15 marchés dont la procédure de passation a été achevée après le 15 septembre 2018 n'ont pas reçu le visa budgétaire et n'ont pas été signés).								
Perspectives 2019	- Elaboration des documents de budgétisation ; - Animation du dialogue de gestion ; - Amélioration des conditions de travail dans les Services Centraux.								

Action 04 GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

OBJECTIF	Améliorer la qualité de la gestion administrative du personnel								
Indicateur	Intitulé:		% de dossiers traités (SIGIPES)				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 95.83%		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2016						
	Valeur de référence:		80.0						
	Année cible:		2018						
	Valeur Cible		96.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		92						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	20 314 000 000	20 314 000 000	56 375 793 171	56 375 793 171	158 276 274	81 349 286	0,38 %	0,25 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- déconcentration du SIGIPES; - Volume élevé de dossiers de carrière et solde en attente de traitement et de prise en charge.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- assainissement du fichier solde et personnel avec 28 150 actes signés et basculés sur ANTILOPE ; - gestion des carrières des personnels avec : · 43 000 actes d'avancement traités automatiquement ; · 12 153 dossiers d'intégration traités ; - traitement de 3 540 dossiers de liquidation des droits ; - gestion de la formation continue des personnels avec : - l'affectation de 5 620 lauréats des Ecoles Normales Supérieures								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- Toutes les activités budgétisées ont été réalisées; - le taux de réalisation financière de cette action dépend des ajustements et des apurements à effectuer sur les paiements effectifs des salaires; - Vétusté et insuffisance du matériel informatique de la DRH; - Insuffisance des ressources financières et matérielles allouées								
Perspectives 2019	- Poursuivre l'automatisation du traitement des actes de carrière ; - Créer des liens pour la consultation du traitement des dossiers SIGIPES en région ; - Suivi et évaluation des sites SIGIPES Régionaux ; - Formation des responsables SIGIPES Régionaux ; - Renforcer les moyens informatiques dédiés à la Gestion des Ressources Humaines ; - Poursuite de l'opération d'assainissement du fichier solde et personnels ; - Rationalisation des personnels enseignants sur tout le territoire national ; - Consolider la base de données des personnels du Ministère.								

Action 06 COORDINATION

OBJECTIF	Améliorer la collecte et la gestion de l'information dans les services centraux et déconcentrés du MINESEC								
Indicateur	Intitulé:		% de rapports d'activités collectés et exploités				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2016						
	Valeur de référence:		84.0						
	Année cible:		2018						
	Valeur Cible		90.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		90						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	3 967 900 000	3 967 900 000	5 354 467 705	5 354 467 705	4 352 478 452	4 291 144 075	93,65 %	90,67 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- L'instabilité dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest a entraîné des dépenses de coordination plus élevées; - Problèmes sécuritaires dans certaines localités de la région de l'Extrême-Nord ayant entraîné la délocalisation de certains établissements scolaires.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Coordination centrale du Secrétaire Général : - 12 Rapports de coordination produits ; - 03 réunions de concertation organisées pour les responsables des services centraux, déconcentrés et des organismes sous-tutelles organisées ; Coordination des Inspections de Services : - Rapports de coordination produits (cérémonies et journées) ; Coordination des Inspections de pédagogie, des directions et des divisions : - Rapports de coordination produits (cérémonies et journées), Coordination des services déconcentrés : Rapports et pièces périodiques produits et transmis.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	L'atteinte des résultats de l'action a été possible grâce : - au suivi rigoureux et régulier de la mise en œuvre de la feuille de route et du Plan d'Action ministériels - à la bonne coordination des activités de l'administration centrale ; - à la tenue effective des réunions mensuelles de coordination régionale; Toutefois, Toutefois, le manque de véhicules a quelque peu freiné l'encadrement de proximité des établissements scolaires par les Délégués Départementaux.								
Perspectives 2019	- Elaborer, suivre et évaluer la Feuille de Route et du Plan d'Action ministériels - Poursuivre les travaux de construction des sièges de l'OBC et du GCE-Board ; - Poursuivre l'équipement des bureaux des services centraux et déconcentrés en matériel informatique.								

Action 07 AUDIT INTERNE ET CONTROLE AU MINESEC

OBJECTIF	Evaluer la qualité du fonctionnement et du rendement des services centraux, déconcentrés et sous-tutelle								
Indicateur	Intitulé:		% de structures auditées et contrôlées				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2016						
	Valeur de référence:		90.0						
	Année cible:		2018						
	Valeur Cible		95.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		95						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	104 500 000	104 500 000	72 749 476	72 749 476	72 749 476	72 749 476	100 %	100 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Promotion de la bonne gouvernance en milieu scolaire ; - Amélioration de la qualité et du rendement des services ; - Insuffisances des ressources								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Audit des opérations financières du Plan de Travail annuel (PTA) 2018 du MINESEC et du Management de la Direction des Ressources Financières et Matérielles : Une (1) Direction centrale auditée ; - Contrôle et suivi évaluation de l'exécution du Plan de Passation des Marchés Publics au MINESEC - Audit des Passations de service dans 61 Services Centraux et Déconcentrés du MINESEC: - 04 Directions (DESG, DRH, DRFM et DPPC) ; - 04 Délégations Régionales (Centre, Est, Littoral, Ouest) ; - 08 Délégations Départementales dont 02 par Région, - 45 établissements scolaires publics (ENIEG, Lycées et Collèges), en moyenne 10 par Région - Mise en œuvre des Initiatives à Résultats Rapides : 29 établissements scolaires contrôlés et évalués en ce qui concerne le fonctionnement du Conseil d'Etablissement ; - Contrôle de la gestion administrative et financière des établissements scolaires publics, auxquelles s'ajoutent les missions ponctuelles d'investigations déclenchées sur la base des dénonciations de la part des membres de la communauté éducative ou de la CONAC ; - 700 établissements scolaires privés contrôlés ; - 623 projets suivis et évalués ; - 608 projets contrôlés.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Au regard des performances antérieures, il y a amélioration des résultats en 2018. Ceci découle d'une meilleure planification des activités.								
Perspectives 2019	- Elaboration d'une cartographie des risques en matière de gestion et de fonctionnement des structures centrales et déconcentrées ; - Augmentation du nombre de contrôles planifiés - Audit (une à deux missions par an) des structures centrales et déconcentrées - Renforcement des capacités du personnel.								

Action 08 VEILLE ET CONSEIL JURIDIQUE

OBJECTIF	Développer la culture juridique, préserver les intérêts de l'Etat en justice et veiller au respect des normes et procédures juridiques								
Indicateur	Intitulé:		Pourcentage des avis juridiques émis				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2016						
	Valeur de référence:		90.0						
	Année cible:		2018						
	Valeur Cible		100.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		100						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	28 000 000	28 000 000	22 345 000	22 345 000	22 345 000	22 345 000	100 %	100 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Loi n°2018/012 du 11 juillet 2018 portant Régime Financier de l'Etat et des Autres Entités Publiques; - décret n°2018/191 du 02 mars 2018 portant réaménagement du Gouvernement; - Mise en œuvre du paiement électronique des contributions exigibles et des frais d'examens officiels ; - Amélioration de la qualité et du rendement du service éducatif ; - Insuffisance des ressources.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	· Suivi du respect des normes et procédures juridiques - 74 avis juridiques émis sur les problèmes relevant du MINESEC et sur les projets d'actes législatifs et réglementaires ou conventionnels ; - 28 avant-projets et projets de textes législatifs et réglementaires et d'actes contractuels élaborés ; - 361 dossiers fonciers des Régions de l'Adamaoua, Est et Sud dépouillés, traités et transmis au MINDCAF ; - 02 projets de textes portant réorganisation de l'OBC et du GCE Board. · Vulgarisation de la culture juridique - 02 séminaires de renforcement des capacités des personnels de la DAJ organisés ; - 06 exposés sur les thèmes pratiques de droit présentés lors des réunions de coordination ou des réunions bilan ; - 12 entretiens des responsables des services centraux et déconcentrés du MINESEC sur la thématique du paiement en ligne des frais scolaires ; - 02 dépliants à caractère juridique conçus et distribués aux enseignants et personnels des services centraux et déconcentrés ; - 431 textes collectés, lus, toilettés, classés et validés en vue de l'élaboration du recueil des textes juridiques. · Défense des intérêts de l'Etat en justice - 71 procès suivis devant les tribunaux et Cours ; - 98 conclusions, mémoires en défense et mémoires en réplique rédigés ; - 110 représentations de l'Etat en justice (MINESEC) devant les tribunaux ; 75 voies de recours exercées.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les activités de cette action n'ont pas été entièrement menées à cause de l'insuffisance des ressources.								

Perspectives 2019	- Poursuite des opérations de sécurisation juridique des sites des établissements scolaires ou de formation publics dans les Régions de l'Extrême-Nord et du Nord ; - Poursuite de la collecte et l'archivage des textes législatifs et réglementaires en vue de l'élaboration du recueil des textes juridiques du MINESEC ; - Organisation des séminaires de renforcement des capacités des personnels de la Division des Affaires Juridiques.
-------------------	---

3. BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES

3.1. RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE

Globalement, les résultats obtenus dans l'exécution des programmes en 2018 ont contribué à l'atteinte de l'objectif stratégique du Ministère :

- les activités de l'Enseignement Secondaire Général, l'Enseignement Secondaire Technique et l'Enseignement Normal ont été organisées;
- la révision des programmes d'études et la recherche des méthodes de l'enseignement secondaire général et technique ont été poursuivies ;
- la formation morale, civique et intellectuelle des élèves de l'enseignement secondaire général et technique a été effectuée ;
- les statistiques du Sous-secteur ont été élaborées et analysées ;
- la gestion administrative et pédagogique des structures d'enseignement publiques et privées ont été suivies et contrôlées ;
- les activités d'orientation et de planification scolaire ont été menées ;
- les constructions des bâtiments et infrastructures scolaires ont été suivies et contrôlées ;
- la formation continue des personnels enseignants a été effectuée ;
- les examens officiels ont été organisés.

3.2. LEÇONS APPRISES

Les projets dont les crédits sont délégués sont plus rapidement exécutés par rapport aux projets à gestion centrale ;

La contractualisation des projets dont le délai d'exécution est supérieur à 6 mois devrait être achevée avant le mois de mars ;

Les régions qui présentent des résultats scolaires les plus faibles sont également celles dans lesquelles le nombre moyen d'enseignants par établissement est le plus faible ;

La mise en place des incubateurs de micro-entreprises, l'équipement des ateliers de pratique professionnelle et le développement du partenariat avec les milieux socioprofessionnels conditionnent l'atteinte des objectifs de la professionnalisation.

3.3. PERSPECTIVES 2019

Poursuivre l'amélioration de l'action pédagogique (révision des programmes, encadrement des enseignants, formation continue, etc) ;

Renforcer les effectifs des enseignants des régions dont le taux de réussite aux examens officiels est en deçà de la moyenne nationale ;

Renforcer la lutte contre les déperditions scolaires, la montée de la violence et la consommation des drogues en milieu scolaire ;

Reconstruire les infrastructures scolaires détruites dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest ;

Mettre en place un programme d'accompagnement des élèves déplacés de la région de l'Extrême-Nord et des élèves affectés par la crise des régions anglophones ;

Renforcer la lutte contre la corruption en milieu scolaire ;

Développer le partenariat avec les milieux socioprofessionnels, l'équipement des ateliers et la formation en alternance pour améliorer l'insertion socioprofessionnelle des produits de l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnel.